

Une nouvelle erreur à la mode

Posté le : 13 septembre 2012 12:11 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Concepts fondamentaux, Attitudes, Crise mondiale, Crise financière, Economie et politique

Cette réflexion a été inspirée par la lecture dans Commentaire N° 139, d'un article de Jean Serisé. Jean Serisé fait partie de cette cohorte hauts fonctionnaires qui, portée par la Libération, a imposé une autre conception plus économiste de l'Administration et qui, via le Plan et la Direction de la Prévision du Ministère des Finances, a cru à la possibilité d'une gestion keynésienne de l'économie. le Club Jean Moulin portera largement les réflexions de ce groupe.

Que d'illusions !

On a quelques scrupules à s'attaquer à ces monuments de la Haute Administration d'après guerre qui sont aujourd'hui morts ou dans le très grand âge. Mais enfin, il faut bien le dire, la lecture de certains livres de l'époque laisse rêveur. "Pour une réforme de l'entreprise" de F. Bloch Lainé, une figure emblématique de cette confrérie, est totalement illisible aujourd'hui et, dans bien des pages, frise le ridicule. La "planification" est morte et aujourd'hui encore la direction de la prévision ne sait toujours pas combien il y a de fonctionnaires en France, soixante ans après que ces préoccupations aient été exprimées.

L'économie française et mondiale, comme l'Administration, sont des haridelles capricieuses, difficiles à monter et à dresser.

Parti de l'économie dirigée keynésienne, Jean Serisé finira dans le giscardisme et le néolibéralisme : une carrière !

Nous avons un petit peu asticoté sur ce site L. Stoleru, membre du groupe, qui avait écrit un article hélas légèrement délirant. Si nous critiquons ici son confrère qu'on n'y voit pas d'esprit de système. Son texte n'est d'ailleurs pas ridicule. Simplement il porte une affirmation que nous croyons inexacte : l'Europe serait vouée à la stagnation ou à la croissance très lente, d'une façon structurelle. Il faudrait que tout le monde s'y prépare dans la tristesse et l'affliction. L'équipe de Giscard en 1975 disait déjà la même chose, ce qui explique en partie les mesures idiotes et intenables de Chirac pour lutter contre un chômage massif qu'on voyait permanent (en particulier les 2 ans d'indemnité à salaire égal voire supérieur du fait d'un effet fiscal) .

On connaît les arguments stagnationnistes des tenants de "l'économie réelle". Les aspects monétaires ne sont pas importants. Des pays vieillissants et nantis, ne peuvent pas connaître une croissance rapide. La capture de richesses par les pays détenteurs de ressources rares nous imposera de payer une rente, voire une rançon, qui nous privera des ressources nécessaires à l'investissement. La préoccupation écologique nous impose de tout freiner. La montée des pays émergents nous contraint et pèse sur l'emploi.

Serisé les reprend en partie, en cherchant à démontrer que les politiques monétaires sont finalement vaines et que les facteurs structurels joueront leur rôle en Europe.

Nous croyons cette vision fautive. L'Europe n'est pas vouée à la stagnation et la France aux déficits perpétuels et à un chômage de masse.

Cette théorie fait l'impasse sur les trois sources de la crise :

- Un système de changes flottants de monnaies administratives qui empêche le bon fonctionnement de l'économie mondiale
- Un système monétaire européen mal fichu qui force à des adaptations par la déflation
- Un système français asphyxié par les sureffectifs administratifs et la captation de l'économie par l'Etat, dont le chiffre symbole est le fait qu'il manque désormais entre 5 et 10 millions de salariés dans l'économie marchande française et que la dépense publique représente aujourd'hui plus de 100% de la valeur ajoutée des entreprises de ce secteur.

On voit que l'économie "réelle" a peu de rapports avec ces défauts de structure et que la monnaie joue un rôle central.

L'ouverture des pays communistes à l'économie de marché est une grande chance pour l'économie européenne, pas un problème. Le développement des pays africains ou sud américains également. La contrainte écologique existe bien ainsi que la rente pétrolière. Mais la productivité permettrait d'y faire face si on lui laissait ses chances.

Il n'y a aucune fatalité du sous emploi et de la faible croissance en Europe. Il faut simplement revenir sur des erreurs d'organisation économique et commerciale qui rendent impossible l'échange du travail contre du travail.

On a commenté ici mille fois la baisse universelle des taux de croissance décennaux depuis l'instauration des changes flottants. Sa cause principale est la violence constamment aggravée des crises décennales qui est directement liée à l'économie casino et à la surfinanciarisation de l'économie par le mécanisme des doubles pyramides de crédits décrit depuis longtemps par J. Rueff. Quand le haut de bilan l'emporte sur le compte d'exploitation, le chômage global suit inmanquablement.

Un système de monnaies administratives flottantes n'a jamais marché, ne marche pas et ne marchera jamais. Delenda est !

En escamotant ce problème central en jugeant les aspects monétaires secondaires, on décrédibilise totalement sa démonstration. Nous ne vivons pas depuis 2007 une crise écologique ou démographique ou pétrolière. Nous subissons une crise monétaire et financière carabinée avec l'obligation de liquider un monceau de dettes accumulées depuis 1971 dont près de 15% n'a en face d'elles aucun flux réaliste de remboursement.

Que l'on dise : la liquidation de cette dette aberrante va peser longtemps sur la croissance mondiale, peut-être. Mais on peut dire aussi : la croissance est un des moyens de liquider ces pertes comme les trente glorieuses l'ont montré. Les dettes globales européennes étaient partout redescendues en dessous de 200% du PIB.

Les conseillers de Giscard n'ont rien compris des malheurs que recelaient les accords dits de la Jamaïque. Ou s'ils les ont compris ils se sont montrés incapables de les exprimer et de faire prévaloir une vision différente. Maintenant qu'ils sont évidents il n'est pas juste de les escamoter sous le tapis.

Les hauts fonctionnaires giscardiens ont été également pris en défaut lors de la discussion sur la création de la zone Euro. Ils constatent aujourd'hui le lait versé mais où étaient-ils et que disaient-ils lors du traité de Maastricht ? La zone Euro, sans organisation ad hoc, a été une erreur économique majeure et l'instabilité monétaire mondiale a fini par servir de révélateur de sa nocivité.

Quant au problème spécifiquement Français de sur-administration on le doit largement à la captation du système politique par la haute fonction publique. "L'énarchie compassionnelle", ce

système d'étranglement de la société par des fonctionnaires juges et parties, est largement due à la génération de hauts fonctionnaires, sur d'eux-mêmes et dominateurs, qui s'est installée juste après guerre, même si c'est la génération suivante d'énarques "politiques" qui gouvernent aujourd'hui.

Si on revient à un système monétaire qui pousse à la croissance concertée, sans délires monétaires ni accumulation de déséquilibres commerciaux ou financiers aberrants, si on règle la question d'organisation d'une zone de monnaie unique en Europe et si on réduit fortement la suradministration française avec son hyperfiscalisation, ses sureffectifs de personnels sous statuts, son amour pour la dépense publique et son endettement endogène, il n'y a strictement aucune raison pour que le monde dans son ensemble, la zone euro et la France en particulier ne retrouvent pas des formes de plein emploi et une croissance soutenue.

L'ennui, c'est que sur ces trois sujets, on ne va pas dans le bon sens. L'organisation monétaire mondiale n'a pas changé d'un pouce depuis 2007. Les déséquilibres se sont aggravés et la dette insolvable aussi. Les mesures prises en Euroland sont à mille lieux du nécessaire et conduisent invariablement à la déflation. La France de l'énarque politique Hollande a fait le choix d'aggraver encore sa fiscalité sans réellement toucher à la dépense publique.

Nous ne serions trop convier la revue Commentaire à se focaliser sur ces trois sujets plutôt que de se ringardiser avec des auteurs dépassés qui ne voient d'autres perspectives qu'une lente dégradation structurelle de l'économie européenne. Avant guerre toutes les revues de réflexion militaire avaient banni les questions d'offensive parce que les grands anciens ne croyaient qu'à la défensive. Parler d'offensive, de divisions mécanisées intégrées, de forces d'attaque stratégique, de mouvement, était interdit. Et les vieux généraux venaient y crier leur foi dans la Ligne Maginot.

On a vu le résultat.

Didier Dufau pour le Cercle des économistes E-toile.